

assertions faites par l'Association du Barreau canadien dans le mémoire qu'elle a présenté hier au comité des finances sur les propositions du Livre blanc et notamment en ce qui concerne son appréciation des propositions portant sur les sociétés minières, le ministre envisagerait-il de faire publier les documents dont le gouvernement s'est inspiré pour arriver aux conclusions exprimées dans ces propositions afin qu'on puisse suivre le raisonnement qui y a conduit?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je prévois témoigner plus tard devant le comité, accompagné de fonctionnaires de mon ministère, et nous serons heureux d'expliquer notre raisonnement à cette occasion, comme nous l'avons fait auparavant.

L'hon. M. Lambert: Monsieur l'Orateur, la question ne concerne pas tellement les membres du comité que des personnes en général qui ont fait des évaluations très détaillées et très sérieuses des propositions du Livre blanc. Les uns après les autres, les témoins disent qu'il leur est impossible de juger les conclusions parce qu'ils ne savent pas sur quel raisonnement le gouvernement a fondé ses propositions.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, on a souvent exposé ce raisonnement en public. Je suis très heureux d'apprendre que l'étude du Livre blanc va rondement et que le comité est saisi de si bons mémoires.

LE LIVRE BLANC—LA RÉDACTION DES MESURES LÉGISLATIVES

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. A-t-il donné des instructions au ministère de la Justice pour la rédaction de mesures législatives incorporant d'une façon substantielle les propositions du Livre blanc?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCAPAREMENT DE DÉBOUCHÉS D'ENTREPRISES CANADIENNES PAR DES ENTREPRISES AMÉRICAINES À L'AIDE DE CONCESSIONS FISCALES

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le gouvernement étudie-t-il les adoucissements fiscaux que le gouvernement des États-Unis se propose d'offrir aux sociétés

[L'hon. M. Lambert.]

américaines et dont l'objet serait d'enlever des débouchés aux usines canadiennes pour en faire profiter des établissements américains et, le cas échéant, entend-il faire part de ses objections au gouvernement des États-Unis?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): La réponse est oui aux deux questions, monsieur l'Orateur.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire dans quelle mesure ces initiatives du gouvernement américain constituent des représailles pour répondre au Livre blanc du gouvernement?

L'hon. M. Benson: Pas du tout, monsieur l'Orateur.

LES FINANCES

LA FUSION DE LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA ET DE LA BANQUE POPULAIRE DU QUÉBEC

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Pourrait-il dire s'il a été consulté relativement à la fusion de la Banque Provinciale du Canada et de la Banque Populaire du Québec et si, en vertu de la loi sur les banques, le gouvernement a approuvé cette fusion?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur; je l'ai annoncé à la Chambre il y a quelque temps.

LA POLLUTION

LAC ÉRIÉ—LA COORDINATION NÉCESSAIRE ENTRE LES AUTORITÉS QUANT AUX FUITES DE PÉTROLE

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Étant donné le rapport de la Commission mixte internationale relatif à la pollution par le pétrole qui a été déposé hier et que les commissaires ont averti qu'une fuite majeure de pétrole dans les eaux canadiennes du lac Érié, et je cite, «...n'engagerait... qu'une fraction des moyens disponibles, faute d'un plan de coordination entre les autorités des paliers fédéral, provincial et municipal...», le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous dirait-il quelles mesures on prend ou on se propose de prendre pour assurer cette coordination nécessaire?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): La mise sur pied d'un programme efficace à l'échelon fédé-